

## Commune de Juvigny Val d'Andaine

**Département**  
Orne  
**Arrondissement**  
Alençon

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 3 DECEMBRE 2018

<i>Nombre de conseillers En exercice : 70 Présents : 39 Date de convocation : 26 novembre 2018</i>	L'an deux mil dix-huit, le trois décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
--	--

**Etaient présents (39) :**

Jacky BESLARD	Marcelle GERARD	Rémy LOUVEL
Henri BONNEL	Mathieu GERARD	Annie MARINARO
Evie BOUTELOUP	Gérard GRANDIN	Charles MERLIER
Dominique BRETON	Martin GRIPON	Bernard MOREAU
Stéphane BRUNEAU	Mireille GUYOT	Michel MOREAU
Chantal CANEVET	Marie LABASTIE	Maryse MUGICA
Gérard CHARCELLAY	Laurent LEBLANC	Jean PETRON
Pascal CHRETIEN	Henri LEROUX	Philippe PETRON
Jean-Marie DUMESNIL	Jean-Paul LEROUX	Daniel POUSSIER
Bernadette DURAND	Hervé LEROYER	Isabelle PREEL
Anthony ERNOULT	Gérard LEUDIERE	Claudine ROETZINGER
Loïc GAUTIER	Annick LIBERT	Sylvie SERAIS
André GERARD	David LINSTED	Anne-Marie VOISIN

**Absents (31) :** Jean-Claude ANNE - Fabienne AGUITON - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Eric BOUVIER - Sylvie BRAULT - Micheline BRUNET - Pascal BRUNET - Denis COURTEILLE - Bertrand DABOUX - Philippe DEROUAULT - Françoise DUMESNIL - Daniel FORGET - Hugues FOURRE - Jean GARNIER - Didier GERARD - Madeleine GODEFROY - Sophie GRIVOIS - Daniel JOUIN - Fabien LECUYER - Didier LEROUX - Patrice LESELLIER - Nadège LETELLIER - Josèphe LEVENEUR - Dominique LEVERRIER - Brigitte LIBERT - Marie-Caroline MONSALLIER - Martine PHILIPPE - Alain POUSSIER - Daniel POUTEAU

**Ont donné un pouvoir (1) :** Monsieur Jean GARNIER à Monsieur Jean-Paul LEROUX

Monsieur Charles MERLIER a été désigné secrétaire de séance.

### ORDRE DU JOUR

- 1 - Rachat à l'Etablissement Public Foncier de Normandie des locaux de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 2 - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
- 3 - Mise en place des Titres Payables par Internet (TIPI)
- 4 - Effacement de créances d'assainissement
- 5 - Tarifs du restaurant scolaire
- 6 - Remboursement des frais de fonctionnement de la MSAP par la communauté de communes Andaine-Passais
- 7 - Tarifs de la redevance d'assainissement
- 8 - Décision modificative n° 1 du budget annexe d'assainissement
- 9 - Commission de contrôle dans le cadre de la réforme des listes électorales
- 10 - Règlement Général pour la Protection des Données : choix d'un délégué à la protection des données
- 11 - Choix d'un logo pour la commune
- 12 - Acquisition d'un poêle à granulés pour le multiservices de la commune déléguée de Sept Forges
- 13 - Plan d'épandage des boues de la station d'épuration de la commune déléguée de Sept Forges
- 14 - Convention de mise à disposition d'un radar pédagogique sur la commune déléguée de Sept Forges
- 15 - Rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
- 16 - Demandes d'achat de chemins ruraux sur la commune déléguée de Beaulandais
- 17 - Décision modificative n° 5 du budget principal
- 18 - Mise en place d'un traitement du phosphore sur la station d'épuration de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine : marché infructueux

<b>2018111</b>	<b>Rachat à l'Etablissement Public Foncier de Normandie des locaux de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine</b>
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune déléguée de Juvigny sous Andaine a demandé en 2013 le concours de l'Etablissement Public Foncier de Normandie (EPFN) pour acquérir les murs de la boulangerie et ainsi maintenir ce commerce. En effet, lors du départ des précédents boulangers la commune n'avait pas les moyens financiers de faire l'acquisition de cet immeuble. Une convention relative à la constitution de cette réserve foncière a été établie entre l'EPFN et la commune de Juvigny sous Andaine le 9 décembre 2013. Ce concours a permis à la collectivité de faire les travaux de remise en état des locaux et de les louer aux commerçants actuels. Ces travaux ont été autofinancés à hauteur de 63 010,78 € TTC (travaux 116 961,78 € TTC – subventions 53 951,00 €).

Conformément à la convention du 9 décembre 2013, la commune s'est engagée à racheter la totalité de la réserve foncière au terme de cinq années, soit le 11 février 2019. Cette réserve se compose des parcelles suivantes cadastrées en section :

- AB 52 (22, place Saint Michel) d'une superficie de 168 m<sup>2</sup>,
- E 23 et 286 d'une superficie totale de 817 m<sup>2</sup>.

Le prix d'acquisition s'élève à la somme de :

. valeur foncière des biens	: 50 000,00 € HT
. frais de notaire	: 1 534,81 € HT
. TVA sur marge	: 306,96 €
<b>TOTAL</b>	<b>: 51 841,77 € TTC</b>

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition des biens désignés ci-dessus à l'EPFN conformément à la convention du 9 décembre 2013,
- accepte le prix d'acquisition fixé à 51 841,77 € TTC,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine à signer toutes pièces et actes relatifs à la présente délibération.

<b>2018112</b>	<b>Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)</b>
----------------	--

L'application de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) a entraîné la création d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) entre les communes et la communauté de communes.

Vu l'article 1609 nonies C du Code des Impôts, il appartient à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de produire un rapport sur les charges transférées liées aux transferts de compétences au sein du bloc communal. Ce rapport présente les coûts de dépenses de fonctionnement, ainsi que le coût moyen annualisé des dépenses liées à un équipement, afin de déterminer les attributions de compensation.

Le rôle de cette commission est de valoriser financièrement les transferts de compétences afin d'en tenir compte dans le calcul de l'attribution de compensation, l'objectif recherché étant une neutralité financière et budgétaire des transferts et/ou restitutions de compétences.

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2018-02-01 du 8 février 2018 approuvant le montant des attributions de compensation provisoires,

Vu le rapport de la CLECT présentant les montants définitifs des transferts de charges permettant de déterminer le montant des attributions de compensation qui en découlent, les communes doivent délibérer dans les conditions de majorité qualifiées prévues à l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales pour approuver ce rapport.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'approuver le rapport de la CLECT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, approuve le rapport de la Commission Locale des Charges Transférées du 6 novembre 2018.

<b>2018113</b>	<b>Mise en place des Titres Payables par Internet (TIPI)</b>
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a mis en place un système de paiement par carte bancaire sur Internet pour permettre aux usagers qui le souhaitent de pouvoir bénéficier comme dans d'autres domaines de la vie courante la possibilité de pouvoir effectuer leurs démarches en ligne et donc de pouvoir payer leurs factures sur internet 24 heures sur 24, sept jours sur sept, sans avoir à se déplacer et ce, dans un environnement sécurisé. Ce service de paiement en ligne est dénommé TIPI (**T**itres **P**ayables par Internet). Des commissions bancaires seront à la charge des collectivités souhaitant adhérer à ce mode de paiement (0,05 € par opération + 0,25 % du montant de la transaction (pour une facture de 80,00 € la commune devra prendre en charge 0,05 € + 0,20 € de frais de commission).

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur la mise en place du service de paiement par carte bancaire sur Internet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de mettre en place le système de paiement en ligne (TIPI),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

<b>2018114</b>	<b>Effacement de créances d'assainissement</b>
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commission de surendettement, dans sa séance du 17 avril 2018, a décidé d'imposer une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire au profit de Madame Marie MARTEL. Cette mesure n'ayant pas été contestée, elle a été validée le 7 août 2018. La décision imposée par la commission entraîne l'effacement de toutes les dettes non professionnelles du redevable.

Par conséquent, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur l'effacement de la créance d'assainissement au profit de Madame Marie MARTEL.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- décide d'accepter l'effacement de la dette de Madame MARTEL Marie de 203,96 € HT (224,36 € TTC) sur le budget annexe d'assainissement suite à la décision de la commission de surendettement de la Banque de France dans sa séance du 17 avril 2018

Facture de rôle 969 du 20/09/2017 article n° 147)			
	HT	TVA	TTC
Assainissement	181,28 €	18,13 €	201,68 €
Redevance LEMA	22,68 €	2,27 €	22,68 €
<b>TOTAL</b>	<b>203,96 €</b>	<b>20,40 €</b>	<b>224,36 €</b>

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à la présente délibération.

<b>2018115</b>	<b>Tarifs du restaurant scolaire</b>
----------------	--------------------------------------

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'augmenter les tarifs du restaurant scolaire de 2 % pour l'année 2019. Les tarifs seront par conséquent les suivants à compter du 1er janvier 2019 :

Repas enfants 3,80 € au lieu de 3,70 € actuellement  
Repas adultes 4,70 € au lieu de 4,60 € actuellement

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, accepte d'appliquer une hausse de 2% sur les tarifs du restaurant scolaire de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine à compter de la facturation des repas de janvier 2019.

<b>2018116</b>	<b>Remboursement des frais de fonctionnement de la Maison de Services Au Public à la communauté de communes Andaine-Passais</b>
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le fonctionnement de la Maison de Services au Public (MSAP) et de l'agence postale est de la compétence de la communauté de communes Andaine-Passais depuis le 1er janvier 2018. Durant la période de transfert de cette compétence, la commune a mandaté les factures de fonctionnement liées au local où se situe l'agence postale et la MSAP, et elle a perçue les indemnités compensatrices versées par le Groupe La Poste. De plus, la commune assure le remplacement de l'agent lors de ses congés ou de ses formations. La situation comptable se présente donc de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
EDF	421,77	0,00
Téléphone	446,18	52,20
Remplacement de l'agent	1 356,51	0,00
Indemnité compensatrice	0,00	13 728,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 224,46</b>	<b>13 780,20</b>
<b>A devoir à la CDC</b>	<b>11 555,74</b>	

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur le montant dû à la communauté de communes Andaine-Passais.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :  
- accepte de verser la somme de 11 555,74 € à la communauté de communes Andaine-Passais, montant correspondant aux indemnités compensatrices perçues déduction faite des dépenses payées par la commune,  
- charge Monsieur le Maire d'effectuer les écritures comptables nécessaires.

<b>2018117</b>	<b>Tarifs de la redevance d'assainissement</b>
----------------	--

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'augmenter les tarifs de la redevance d'assainissement collectif de 2 % à compter des consommations de l'année 2018 facturables en 2019. Les tarifs seront par conséquent les suivants à compter du 1er janvier 2019 :

Part fixe de 20,00 € HT (22,00 € TTC)

1,31 € HT/m3 (1,44 € TTC/m3) au lieu de 1,28 € HT/m3 actuellement

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, accepte d'appliquer une hausse de 2% sur les tarifs de la redevance d'assainissement collectif des communes déléguées de La Baroche sous Lucé, Juvigny sous Andaine et Sept Forges à compter de la facturation 2019.

<b>2018118</b>	<b>Décision modificative n° 1 du budget annexe d'assainissement</b>
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget annexe d'assainissement afin de mandater les dépenses suivantes :

- Remboursement d'une annuité d'emprunt

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018047 en date du 9 avril 2018

approuvant le budget primitif 2018 du budget annexe d'assainissement,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 1 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget annexe d'assainissement telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,

- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1er Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chap. 16 – Remb. de la dette en capital</b>			
Art. 1641 – Emprunts en euro	80,00		
<b>Chap. 23 – Immobilisations en cours</b>			
Art. 2313 – Constructions	- 80,00		
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>

<b>2018119</b>	<b>Commission de contrôle dans le cadre de la réforme des listes électorales</b>
----------------	--

Dans le cadre de la réforme de la gestion des listes électorales, la commission administrative de révision des listes électorales sera supprimée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et sera remplacée par une commission de contrôle, dans chaque commune. Dès 2019, le maire examinera et statuera sur les demandes déposées par les électeurs au plus tard 5 jours après leur dépôt. La commission statuera sur les recours administratifs, s'assurera de la régularité de la liste électorale : elle pourra modifier les décisions du maire et pourra inscrire ou radier des électeurs omis ou indûment inscrits. Ces réunions seront publiques.

Dans chaque commune, les membres de la commission sont nommés par arrêté préfectoral pour une durée de 3 ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal.

Cette commission de contrôle est composée :

- d'un conseiller municipal, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de cette commission ou, à défaut, du plus jeune conseiller municipal. Le maire, les adjoints et les conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de la commission.

- d'un délégué de l'administration,

- d'un délégué désigné par le Tribunal de Grande Instance.

Des suppléants pourront être également désignés en cas d'empêchement de la part des délégués.

Il est à noter que les conseillers municipaux et les agents municipaux de la commune, ne peuvent pas être désignés comme délégué de l'administration ou du tribunal. Ces délégués doivent être des électeurs de la commune.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir procéder à la désignation de conseillers municipaux (1 titulaire et 1 suppléant) pour la composition de la commission de contrôle et d'un délégué de l'administration.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- propose de composer la commission de contrôle de la liste électorale comme suit :

- . Conseillères municipales :

- Titulaire : Madame Bernadette DURAND

- Suppléante : Madame Chantal CANEVET

- . Délégués de l'administration :

- Titulaire : Monsieur Gilles GENESLAY

- Suppléant : Monsieur Michel SILLEUR

- . Délégués du Tribunal Administratif :

- Titulaire : Monsieur Kléber PROVOT

- Suppléant : Monsieur Christian GERARD

- charge Monsieur le Maire d'en informer les services préfectoraux ainsi que le Tribunal de Grande Instance.

2018120	<b>Règlement Général pour la Protection des Données : choix d'un délégué à la protection des données</b>
---------	--

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le projet d'adhésion au service de mise en conformité avec la réglementation européenne « RGPD », proposé par le Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités (dit le « SMICO »).

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend obligatoire leur application. En effet, le non-respect de ces nouvelles obligations entraîne des sanctions lourdes (amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 000 000€), conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et les dites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le SMICO présente un intérêt certain.

En effet, il est apparu que le SMICO a accepté de mutualiser son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique au bénéfice des collectivités et établissements publics qui en éprouveraient le besoin. Par la présente délibération, nous nous proposons de nous inscrire dans cette démarche.

Le SMICO propose, en conséquence, la mise à disposition de son Délégué à la Protection des Données. La désignation de cet acteur de la protection des données constitue une obligation légale pour toute entité publique.

En annexe de la présente délibération, vous trouverez la convention d'adhésion à ce service et détaillant les modalités concrètes d'exécution de la mission, ainsi que la lettre de mission du DPD et la charte qu'il s'engage à respecter.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- de mutualiser ce service avec le SMICO,
- de l'autoriser à signer la convention de mutualisation, ses protocoles annexes, et à prendre/signer tout document afférent à la mission de mise en conformité avec la réglementation européenne et nationale en la matière,
- de désigner le SMICO comme étant le DPD de la collectivité.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix pour, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mutualisation avec le SMICO,
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre et à signer tout acte relatif à la présente mission de mise en conformité avec la réglementation européenne et nationale,
- d'autoriser Monsieur le Maire à désigner le SMICO, comme étant le Délégué à la Protection des Données de la commune de Juvigny Val d'Andaine.

<b>2018121</b>	<b>Choix d'un logo pour la commune</b>
----------------	--

Monsieur le Maire présente au conseil municipal plusieurs propositions de logo pour symboliser la commune. Il demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de choisir le logo ci-dessous.



<b>2018122</b>	<b>Acquisition d'un poêle à granulés pour le multiservices de la commune déléguée de Sept Forges</b>
----------------	--

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal que le mode de chauffage actuel du multiservices de Sept Forges est insuffisant pour la salle de restaurant. Elle a donc sollicité un devis auprès de la société CONFORTEO pour l'installation d'un poêle à granulés bois. Le montant de cette installation s'élève à 5 075,92 € HT (6 091,10 € TTC). Elle demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur l'acquisition de cet appareil de chauffage.



Le conseil municipal, après avoir étudié le devis présenté et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition d'un poêle à granulés bois pour le multiservices de la commune déléguée de Sept Forges,
- accepte le devis de la société CONFORTEO de 5 075,92 € HT (6 091,10 € TTC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire délégué de Sept Forges pour signer les pièces afférentes à la présente délibération.

<b>2018123</b>	<b>Plan d'épandage des boues de la station d'épuration de la commune déléguée de Sept Forges</b>
----------------	--

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal que l'agriculteur inscrit au plan d'épandage des boues produites par la station d'épuration de la commune déléguée de Sept Forges a pris sa retraite. Son remplaçant ne souhaitant pas récupérer ces boues, il a fallu rechercher une autre exploitation agricole. Monsieur Nicolas CHOLET de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé a accepté de s'inscrire dans le nouveau plan d'épandage. Il convient désormais de lancer une étude préalable ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières de ce nouveau plan.

A ce titre, la Chambre d'Agriculture de Normandie et la société CERFRANCE Normandie Ouest ont été sollicitées. Leur proposition financière s'établit comme suit :

Chambre d'Agriculture : 2 379,10 € HT (2 652,42 € TTC)

CERFRANCE : 2 554,76 € HT (3 065,71 € TTC)

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :
- accepte de réaliser une étude concernant le nouveau plan d'épandage des boues produites par la station d'épuration de la commune déléguée de Sept Forges,
  - décide de retenir la proposition de la Chambre d'Agriculture d'un montant de 2 379,10 € HT (2 652,42 € TTC),
  - donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire délégué de Sept Forges pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

<b>2018124</b>	<b>Convention de mise à disposition d'un radar pédagogique sur la commune déléguée de Sept Forges</b>
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué de Sept Forges, informe le conseil municipal des problèmes de vitesse excessive des véhicules traversant le bourg. L'installation d'un radar pédagogique permettrait de sensibiliser les automobilistes et d'analyser leur comportement. Le Te61 met à disposition ce type de matériel en location avec une option d'achat si la collectivité le souhaite.

La location d'un montant de 500 € HT pour une durée de 6 mois comprend l'installation du radar, la dépose avec son matériel à la fin de la période et une exportation des données sur fichier informatique à la collectivité (nombre de passages, vitesse...).

A l'expiration de la période de 6 mois, la collectivité a la possibilité de faire l'acquisition du matériel déduction faite des loyers déjà versés au Te61.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire délégué, par 40 voix Pour :

- autorise Monsieur le Maire ou Madame le Maire délégué de Sept Forges à signer la convention de mise à disposition d'un radar pédagogique avec le Te61.

<b>2018125</b>	<b>Rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets</b>
----------------	--

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, prend acte du rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de la communauté de communes du Pays d'Andaine.

<b>2018126</b>	<b>Demandes d'achat du chemin rural n° 4 sur la commune déléguée de Beaulandais</b>
----------------	---

Monsieur Laurent LEBLANC, concerné par la présente délibération, a quitté l'assistance.

Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, informe le conseil municipal qu'il a été destinataire d'une demande d'achat du chemin rural n° 4 au lieudit La Lande sur une longueur d'environ 119 mètres de la part de Monsieur Laurent LEBLANC.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime, il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ce bien du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 39 voix Pour, décide :

- de procéder, en application de l'article L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et du code des relations entre le public et l'administration, à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural n° 4 au lieudit La Lande,
- de fixer le prix de vente à 0,50 €, le m<sup>2</sup>,
- que les frais engagés seront intégralement supportés par le ou les acquéreurs (notaire et géomètre),
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Beaulandais à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

<b>2018127</b>	<b>Demandes d'achat du chemin rural n° 33 (pour partie) sur la commune déléguée de Beaulandais</b>
----------------	--

Monsieur Anthony ERNOULT, concerné par la présente délibération, a quitté l'assistance.

Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, informe le conseil municipal qu'il a été destinataire d'une demande d'achat du chemin rural n° 33 (pour partie) au lieudit Les Closets sur une longueur d'environ 153 mètres de la part du GAEC Val d'Andaine.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime, il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ce bien du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 39 voix Pour, décide :

- de procéder, en application de l'article L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et du code des relations entre le public et l'administration, à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural n° 33 (pour partie) au lieudit Les Closets,
- de fixer le prix de vente à 0,50 €, le m<sup>2</sup>,
- que les frais engagés seront intégralement supportés par le ou les acquéreurs (notaire et géomètre),
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Beaulandais à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

<b>2018128</b>	<b>Décision modificative n° 5 du budget principal</b>
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de mandater les dépenses suivantes :

- acquisition des murs de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,
- dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018046 en date du 9 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 5 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1er Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chap. 21 – Immobilisations corporelles</b>		<b>Chap.021 – Virement de la section de fonctionnement</b>	
Art. 2132/700 – Immeuble de rapport	52 000,00	Art.021/999 – virement de section de fonctionnement	52 000,00
<b>Chap. 041 – Opérations patrimoniales</b>		<b>Chap. 041 – Opérations patrimoniales</b>	
Art. 2132/700 – Immeuble de rapport	102 343,00	Art. 45811/700 – Opérations sous mandat dépenses	102 343,00
Art. 45821/700 – Opération sous mandat dépenses	53 951,00	Art. 1321/700 – Etat et EPFN	35 665,00
		Art. 1328/700 - Autres	18 286,00
<b>TOTAL</b>	<b>208 294,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>208 294,00</b>

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chap. 023 – Virement à la section d’investis.</b>		<b>Chap. 73 - Impôts et taxes</b>	
Art. 023/999 – Virement à la section d’investissement	52 000,00	Art.73111/999 – Taxes foncières et d’habitation	2 127,00
<b>Chap. 011 – Charges à caractère général</b>			
Art. 6188/999 Autres frais divers	- 52 000,00		
<b>Chap. 014 – Atténuations de produits</b>			
Art. 7391171/999 – Dégrèvement Jeunes Agriculteurs	2 127,00		
<b>TOTAL</b>	<b>2 127,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 127,00</b>

<b>2018129</b>	<b>Mise en place d’un traitement du phosphore sur la station d’épuration de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine : marché infructueux</b>
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet d’installation d’un système de traitement du phosphore à la station d’épuration de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine. Préconisés et financés par l’Agence de l’Eau Loire-Bretagne à hauteur de 60 %, ces travaux ont fait l’objet d’une consultation en juin dernier. Mais à ce jour, aucune notification officielle d’obtention d’aide financière n’a été adressée à la Mairie. De ce fait, la commission d’appel d’offres, dans sa séance du 29 novembre, a classé les offres des entreprises inacceptables en raison de l’absence de subvention. Il conviendra de relancer une consultation lorsque l’Agence de l’Eau aura notifié officiellement le montant de l’aide financière accordée.

Monsieur le Maire propose dans l’immédiat de classer ce marché comme infructueux.

Le conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, approuve la décision de la commission d’appel d’offres de classer le marché comme infructueux considérant le manque de financement et charge Monsieur le Maire d’informer les entreprises ayant répondu de la présente décision.

<b>2018130</b>	<b>Décision modificative n° 1 du budget annexe du lotissement de la commune déléguée de Sept Forges</b>
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget annexe du lotissement de la commune déléguée de Sept Forges afin de comptabiliser les écritures de stock.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018051 en date du 9 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget annexe du lotissement de la commune déléguée de Sept Forges,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 1 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget annexe du lotissement de la commune déléguée de Sept Forges telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1er Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chap. 16 – Emprunts et dettes</b>		<b>Chap.040 – Transferts entre section</b>	
Art. 168748 – Rembt avance de la commune	2 228.35	Art.3555 – Terrains aménagés	2 228.35
<b>TOTAL</b>	<b>2 228.35</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 228.35</b>

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chap. 042 – Transferts entre sections</b>		<b>Chap. 70 – Produits des services</b>	
Art 71355 – Variations de stock de terrains aménagés	2 228.35	Art.7015 – Vente de terrains aménagés	2 720.00
<b>Chap. 011 – Charges à caractère général</b>			
Art. 6522 – Reversement de l'excédent au budget principal	491.65		
<b>TOTAL</b>	<b>2 720.00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 720.00</b>

<b>2018131</b>	<b>Participation aux frais de fonctionnement de l'école publique de Lassay les Châteaux</b>
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune de Lassay les Châteaux (Mayenne) a transmis le montant de la participation aux frais de fonctionnement de son école publique. Ces frais s'élèvent à 631,93 € par an et par élève, soit 1 263,86 € pour deux enfants de la commune déléguées de Sept Forges.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se

prononcer sur la participation financière désignée ci-dessus. Il demande également qu'il lui soit donné l'autorisation de mandater chaque année ces frais de fonctionnement en fonction de la participation sollicitée par la commune de Lassay les Châteaux (Mayenne) sans que cette participation excède 5 %.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de participer aux frais de fonctionnement de l'école publique de Lassay les Châteaux (Mayenne) s'élevant à 1 263,86 €,
- autorise Monsieur le Maire à mandater chaque année ces frais en fonction de la participation sollicitée par ladite commune sans que cette participation excède 5 % des 631,93 € par an et par élève.

**Numéro d'ordre des délibérations**

Date	Numéro	Objet	Page
03/12/2018	2018111	Rachat à l'Etablissement Public Foncier de Normandie des locaux de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	88
03/12/2018	2018112	Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)	89
03/12/2018	2018113	Mise en place des Titres Payables par Internet (TIPI)	90
03/12/2018	2018114	Effacement de créances d'assainissement	90
03/12/2018	2018115	Tarifs du restaurant scolaire	91
03/12/2018	2018116	Remboursement des frais de fonctionnement de la Maison de Services Au Public à la communauté de communes Andaine-Passais	91
03/12/2018	2018117	Tarifs de la redevance d'assainissement	91
03/12/2018	2018118	Décision modificative n° 1 du budget annexe d'assainissement	92
03/12/2018	2018119	Commission de contrôle dans le cadre de la réforme des listes électorales	92
03/12/2018	2018120	Règlement Général pour la Protection des Données : choix d'un délégué à la protection des données	93
03/12/2018	2018121	Choix d'un logo pour la commune	94
03/12/2018	2018122	Acquisition d'un poêle à granulés pour le multiservices de la commune déléguée de Sept Forges	94
03/12/2018	2018123	Plan d'épandage des boues de la station d'épuration de la commune déléguée de Sept Forges	95
03/12/2018	2018124	Convention de mise à disposition d'un radar pédagogique sur la commune déléguée de Sept Forges	95
03/12/2018	2018125	Rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets	96
03/12/2018	2018126	Demandes d'achat du chemin rural n° 4 sur la commune déléguée de Beaulandais	96
03/12/2018	2018127	Demandes d'achat du chemin rural n° 33 (pour partie) sur la commune déléguée de Beaulandais	96
03/12/2018	2018128	Décision modificative n° 5 du budget principal	97
03/12/2018	2018129	Mise en place d'un traitement du phosphore sur la station d'épuration de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine : marché infructueux	98
03/12/2018	2018130	Décision modificative n° 1 du budget annexe du lotissement de la commune déléguée de Sept Forges	99

03/12/2018	2018131	Participation aux frais de fonctionnement de l'école publique de Lassay les Châteaux	99
------------	---------	--	----